

Devra-t-on bientôt payer une TVA autour de 10%?

Finances fédérales À Berne, les propositions fusent pour taxer plus fortement la consommation afin de financer l'AVS et l'armée. Un bon plan? Le peuple devra trancher.

Arthur Grosjean

Quand les politiciens suisses ont besoin d'argent pour financer une prestation et qu'ils ne savent pas où le trouver, ils finissent toujours par recourir à une merveilleuse «pompe à fric» étatique. Son nom? La TVA. Cette «taxe sur la valeur ajoutée», connue de toutes et tous, est un impôt général sur la consommation qui frappe les biens et les services à des degrés divers.

Le taux principal de la TVA se monte à 8,1%. Et cette taxe rapporte gros à la Confédération. Dans le budget 2026 de celle-ci, ses recettes sont évaluées à 28 milliards, soit un tiers du budget fédéral, et elles constituent la 2^e source de financement de la Confédération. C'est à peine moins que l'impôt fédéral direct (IFD) qui, lui, va rapporter environ 33 milliards l'an prochain dans les caisses de l'État fédéral.

Donc, quand on a un gros problème financier à résoudre, on pense rapidement à la TVA. Une petite hausse du taux et les milliards pleuvent. C'est ce que s'est dit récemment le Conseil fédéral.

Il ne savait pas très bien comment assurer le financement de la 13^e rente AVS qui sera versée pour la première fois dans un an. Alors il préconise une hausse de la TVA de 0,7 point. Cela rapporterait 2 à 2,5 milliards supplémentaires par an.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement a des inquiétudes pour le financement à long terme (2030-2040) de l'ensemble de

l'AVS. Il a donc concocté trois scénarios, dont l'un prévoit une hausse de la TVA de 1 point, comprenant l'augmentation pour la 13^e rente. Cela signifierait que la TVA grimperait à 9%.

La menace d'une guerre

Peut-on aller plus haut? Oui, si on écoute le nouveau conseiller fédéral chargé du Département fédéral de la défense, Martin

Pfister. Il se désespère que le parlement n'arrive pas à lui débloquer plus de milliards pour muscler l'armée suisse ces prochaines années. Et pourtant il mouille la chemise en laissant entendre, comme son ancien chef de l'armée Thomas Süssli, qu'une nouvelle guerre en Europe est possible avant 2030.

Comme le parlement ne veut ni desserrer le frein à l'endettement

ni sabrer dans les dépenses de l'État, Martin Pfister milite pour une hausse de la TVA de 0,5 point en faveur de la grande muette. Elle rapporterait environ 1,7 milliard supplémentaire. Mais cette idée ne devrait pas trop réjouir la ministre des Finances, Karin Keller-Sutter, qui s'égosille (un peu dans le vide) en clamant que «la Suisse a un problème de dépenses, pas de recettes». Et donc qu'il ne faut pas tomber dans la facilité de recourir aux augmentations de taxes.

À plus de 20% dans l'UE

On résume. Si ces hausses de TVA se cumulaient, on arriverait à 9,5%, plus très loin de la barre fatidique des 10%. Après, comme on le voit en Europe, les chevaux sont lâchés. La majorité des pays de l'UE ont déjà des taux de TVA au-delà de 20%, voire 25% dans les pays nordiques. Notre voisin français est à pile 20%.

La Suisse fait figure d'exception en Europe. La dernière augmentation de la TVA sous nos cieux? Elle est assez récente, puisqu'elle date de 2024. Le taux avait grimpé de 0,4 point pour stabiliser l'AVS. La plus grande

hausse de la TVA depuis son introduction? Elle remonte à 1999. On avait augmenté le taux de 1 point, toujours pour pérenniser l'AVS et l'AI.

Référendum obligatoire

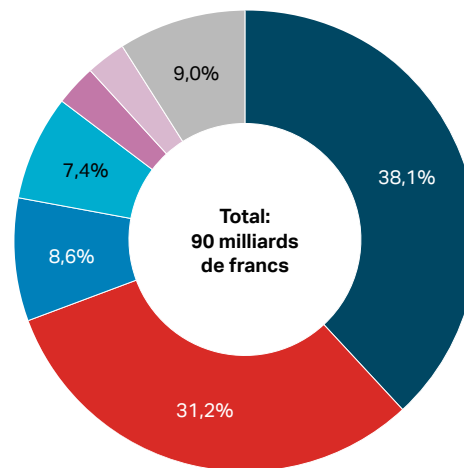
Si les prochaines hausses de la TVA sont programmées par les politiques, encore faut-il qu'elles soient acceptées par le peuple. Et là, c'est une autre paire de manches. Le Conseil fédéral et le parlement ne peuvent pas décider seuls dans leur coin. Toute hausse de la TVA fait l'objet d'un référendum obligatoire. Et ce n'est pas gagné d'avance.

Le premier test sérieux devrait avoir lieu avec la hausse de la TVA pour la 13^e rente AVS. Ceux qui ont dit oui dans les urnes à ce cadeau financier vont-ils tous voter son financement? C'est loin d'être sûr. À gauche, on préférerait de loin augmenter les contributions AVS employés-entreprises. Quant à la base de l'UDC, dont une large partie a dit oui à la 13^e rente, elle ne milite pas pour augmenter la TVA, mais pour couper dans les subventions à l'aide internationale.

Évaluation des recettes de la Confédération en 2026

Parts en pour-cent

- **Impôt fédéral direct et impôt complémentaire:** 34,3 milliards de francs
- **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA):** 28,1 milliards de francs
- **Autres impôts à la consommation:** 7,8 milliards de francs
- **Impôt anticipé:** 6,7 milliards de francs
- **Redevances sur la circulation:** 2,6 milliards de francs
- **Droits de timbre:** 2,5 milliards de francs
- **Autres recettes:** 8 milliards de francs



Graphique: I. Caudullo / Source: Administration fédérale des finances